

NOTICE D'INFORMATOIN SUR LA VENTE AU DÉBALLAGE

La vente au déballage qui permet de vendre des marchandises neuves ou d'occasion, de façon dérogatoire, est soumise à une réglementation (déclaration préalable, limitations liées au nombre et à la durée des ventes) dont peuvent être exclus certains professionnels.

CARACTÉRISTIQUES

Une vente au déballage, quelle que soit la surface occupée, peut concerner :

- les vide-greniers, brocantes ou braderies, ouverts aux particuliers,
- les ventes de produits alimentaires en cas de tensions sur le marché, notamment les primeurs dont la vente au déballage peut être expressément autorisée par arrêté en dérogation au code du commerce.

La vente, qui déroge au droit commun du commerce, peut être réalisée dans des lieux non spécifiquement destinés à la vente (parkings, hôtels, etc.), en plein air (zone agricole) ou à partir de véhicules aménagés pour la vente.

DÉCLARATION PRÉALABLE

L'organisateur de la vente au déballage, qu'il soit particulier, professionnel ou association, doit d'abord faire une déclaration par lettre recommandée auprès du maire de la commune, sous peine d'une amende pouvant aller jusqu'à 15 000 €.

La déclaration doit être accompagnée d'une pièce d'identité du déclarant organisateur de la vente ou du déstockage (commerçant, producteur agricole, maraîcher...).

Le déclarant doit adresser concomitamment une copie de la déclaration à l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation du département du lieu de la vente :

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS)

1 avenue Marie Reynoard

38029 Grenoble cedex 2

04 56 58 38 38

ddetsaisere.gouv.fr

Le délai pour déposer la déclaration varie en fonction du lieu de la vente et de la nature des marchandises :

- 15 jours avant la date prévue pour le début de la vente si elle est organisée en dehors du domaine public (parkings des grandes surfaces, galeries marchandes, espaces privés, etc.),
- en même temps que la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public si la vente est faite sur le domaine public,
- aucun délai pour une vente exceptionnelle de fruits et légumes, organisée par les producteurs ou les distributeurs, sous réserve de la parution d'un arrêté l'autorisant expressément pour une période donnée.

Cette déclaration ne concerne pas :

- les professionnels titulaires d'une [autorisation d'occupation du domaine public](#) (permis de stationnement ou permission de voirie),
- les commerçants effectuant des tournées de vente,
- les maisons de vente aux enchères publiques,
- les organisateurs de [foires et salons](#), de manifestations agricoles ou de fêtes foraines.

LIMITATION DES VENTES

Particuliers

Les particuliers ne peuvent pas participer à une vente au déballage (vide-greniers, brocante) plus de 2 fois par an.

Il existe un registre dans lequel sont inscrits tous les participants, particuliers et professionnels. Les particuliers doivent remettre à l'organisateur de la vente une attestation sur l'honneur indiquant qu'ils n'ont pas participé à plus de 2 ventes au cours de l'année.

Durée de la vente

Une vente au déballage ne peut pas dépasser 2 mois par an, par local ou emplacement, sauf pour la vente de fruits et légumes, dont les dates sont mentionnées dans l'arrêté municipal. Pour chaque déclaration, le maire doit noter le lieu pour comptabiliser la durée d'occupation et ne pas dépasser les délais.

En cas de dépassement de la durée de la vente, le maire doit informer le déclarant, dans les 8 jours au moins avant le début de la vente, des sanctions encourues.

Le non-respect de la durée autorisée est puni d'une amende de 1 500 €, qui peut atteindre 3 000 € en cas de récidive.

Dérogations

Ne sont concernés ni par la déclaration préalable à la vente au déballage, ni par la limitation de durée de la vente, les professionnels qui répondent aux conditions suivantes :

- avoir une permission de voirie ou un permis de stationnement pour les ventes réalisées sur la voie publique,
- réaliser des tournées de ventes (ventes à domicile),
- effectuer des ventes par autorité de justice ou après décès, liquidation judiciaire ou cessation de commerce notamment,
- organiser des manifestations commerciales dans un parc d'exposition et des salons professionnels, des fêtes foraines et des manifestations agricoles où les producteurs ou éleveurs sont les seuls exposants.